



**Conseil de sécurité**

Distr.  
GENERALE

S/19263  
13 novembre 1987  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

**RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL SUR LA FORCE DES NATIONS UNIES  
CHARGEE D'OBSERVER LE DEGAGEMENT**

(pour la période allant du 18 mai au 13 novembre 1987)

**TABLE DES MATIERES**

	<u>Paragraphes</u>
INTRODUCTION .....	1
I. COMPOSITION ET DEPLOIEMENT DE LA FORCE .....	2 - 9
A. Composition et commandement .....	2 - 4
B. Déploiement .....	5 - 7
C. Relève des contingents .....	8
D. Discipline .....	9
II. LOGISTIQUE .....	10
III. ACTIVITES DE LA FORCE .....	11 - 19
A. Fonctions et principes directeurs .....	11 - 12
B. Liberté de mouvement .....	13
C. Maintien du cessez-le-feu .....	14
D. Contrôle de l'application de l'Accord sur le dégagement : zones de séparation et de limitation .....	15 - 17
E. Mines .....	18
F. Activités humanitaires .....	19
IV. ASPECTS FINANCIERS .....	20
V. APPLICATION DE LA RESOLUTION 338 (1973) DU CONSEIL DE SECURITE	21 - 22
VI. OBSERVATIONS .....	23 - 26
CARTE - DEPLOIEMENT DE LA FNUOD AU MOIS DE NOVEMBRE 1987	



7 avant-postes et effectue 27 patrouilles quotidiennes à intervalles irréguliers dans la zone de séparation au sud de la route Damas-Koumaïtra. Dans la zone de séparation ou dans ses environs immédiats, les observateurs militaires de l'ONUST, sous le contrôle opérationnel de la FNUOD, occupent 11 postes d'observation.

7. Le camp de base du bataillon autrichien est situé à proximité de l'oued Faouar, à 8 kilomètres à l'est de la zone de séparation. Le camp de base du bataillon finlandais se trouve près du village de Ziouani, à l'ouest de la zone de séparation. Le bataillon autrichien continue de partager son camp de base avec l'unité logistique polonaise, tandis que le bataillon finlandais partage le sien avec l'unité logistique canadienne. L'unité canadienne des transmissions a des détachements dans les camps de Ziouani et Faouar ainsi qu'à Damas et à Koumaïtra. Des détachements de police militaire sont basés à Damas, à Tibériade et au camp de Ziouani.

#### C. Relève des contingents

8. Le contingent autrichien a été relevé partiellement les 2 et 11 juin et les 3 et 10 septembre 1987. Le contingent finlandais a été relevé partiellement le 19 août 1987. L'unité logistique polonaise a été relevée les 1er et 10 juin 1987. L'unité logistique canadienne a été relevée partiellement les 15 et 22 juin et les 15 et 22 septembre 1987.

#### D. Discipline

9. La discipline, le sang-froid et le discernement de tous les membres de la Force sont remarquables et font honneur aux soldats et à leurs chefs, ainsi qu'aux pays qui fournissent les contingents.

### II. LOGISTIQUE

10. Le soutien logistique de deuxième et troisième lignes continue d'être assuré par les unités logistiques canadienne et polonaise. L'aéroport international de Damas continue à servir de tête de pont aérien pour la relève des contingents. Les ports de Lattaquié et de Tartous sont utilisés pour les transports par mer. Le contrôle des mouvements aériens s'effectue à Damas et les expéditions par bateau sont confiées à des agents locaux. Le soutien aérien local est assuré, sur demande, par l'ONUST.

### III. ACTIVITES DE LA FORCE

#### A. Fonctions et principes directeurs

11. Les fonctions et les tâches de la FNUOD et les principes directeurs régissant son action demeurent ceux qui sont exposés dans le rapport du Secrétaire général daté du 27 novembre 1974 1/.

12. La FNUOD a continué, avec la coopération des parties, à s'acquitter des tâches qui lui ont été confiées. Son action a été facilitée par les contacts étroits que le commandant de la Force et son état-major ont maintenus avec les officiers de liaison d'Israël et de la République arabe syrienne.

#### B. Liberté de mouvement

13. Le Protocole de l'Accord sur le dégagement prévoit que tous les contingents jouiront de la liberté de mouvement nécessaire à l'accomplissement de leur mission, mais le problème des restrictions à la liberté de mouvement continue de se poser. Le Secrétaire général continuera de faire tout son possible pour remédier à cette situation.

#### C. Maintien du cessez-le-feu

14. La FNUOD continue de surveiller l'application du cessez-le-feu entre Israël et la République arabe syrienne. Le cessez-le-feu a été respecté et il n'y a pas eu d'incident grave pendant la période considérée.

#### D. Contrôle de l'application de l'Accord sur le dégagement : zones de séparation et de limitation

15. La FNUOD continue de surveiller la zone de séparation afin de veiller, conformément à son mandat, à ce qu'aucune force militaire n'y soit présente. Elle assure cette surveillance à partir de positions et de postes d'observation fixes qui sont occupés 24 heures sur 24 et au moyen de patrouilles à pied ou motorisées qui parcourent nuit et jour à intervalles irréguliers des itinéraires préétablis. De plus, des avant-postes temporaires sont établis et des patrouilles spéciales sont effectuées de temps à autre. Dans le cadre d'un programme exécuté par les autorités syriennes (voir S/17177, par. 17), les civils continuent de revenir dans la zone de séparation et la FNUOD a réorganisé ses opérations en conséquence, de manière à s'acquitter efficacement des tâches de surveillance qui lui ont été confiées en vertu de l'Accord sur le dégagement.

16. Conformément à l'Accord sur le dégagement, la FNUOD continue d'effectuer, toutes les deux semaines, des inspections des armements et des forces dans la zone de limitation. Ces inspections sont faites avec l'assistance d'officiers de liaison des parties, qui accompagnent les équipes d'inspection de la FNUOD. Celle-ci prête en outre son concours et ses bons offices sur la demande des parties. Dans l'accomplissement de ses fonctions, la FNUOD a continué de bénéficier de la coopération des deux parties, encore qu'elles restreignent l'une et l'autre la liberté de mouvement et d'inspection des équipes de la FNUOD dans certains secteurs. La FNUOD continue de s'employer à faire lever les restrictions restantes, de manière à garantir sa liberté d'accès en tous lieux, des deux côtés.

17. La sécurité des bergers syriens qui font paître leurs troupeaux à proximité et à l'ouest de la ligne A (voir la carte) demeure un sujet de préoccupation pour la FNUOD. L'augmentation du nombre de patrouilles sur les chemins de patrouille récemment déminés et l'organisation périodique de patrouilles régulières dans ces zones aident à éviter les incidents. La clôture installée pour protéger les pâturages dans la partie sud de la zone de séparation contribue à réduire le nombre des incidents. De nouveaux chemins de patrouille le long de la ligne A sont en construction dans la zone de séparation.

#### E. Mines

18. Les mines continuent de présenter un danger pour les membres de la Force et pour la population qui vit de plus en plus nombreuse dans la zone de séparation. La Force continue de s'employer, en consultation avec les parties, à déminer la zone d'opération. Pendant la période considérée, quatre équipes polonaises de techniciens ont déminé une superficie totale de 39 325 mètres carrés. Elles ont détruit 11 mines antichar, 4 mines antipersonnel, 18 obus d'artillerie, 10 grenades à main, 78 obus de mortier et 2 obus antichar, ainsi que de grandes quantités de munitions pour armes individuelles et de fusées. D'autres sentiers de patrouilles d'une superficie de 6 250 mètres carrés ont été vérifiés à nouveau.

#### F. Activités humanitaires

19. Au cours de la période considérée, la FNUOD a mis des moyens à la disposition du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) pour faciliter la remise de paquets et de courrier et le passage de personnes et d'effets personnels qui devaient franchir la zone de séparation.

#### IV. ASPECTS FINANCIERS

20. Ainsi que le Secrétaire général l'a indiqué au paragraphe 9 de son rapport du 13 octobre 1987 2/ à l'Assemblée générale, on estime que les dépenses de la FNUOD au-delà du 30 novembre 1987 seraient d'un montant brut de 2 944 000 dollars (soit un montant net de 2 893 000 dollars) par mois si le Conseil de sécurité décidait de proroger le mandat de la Force au-delà de cette date et à supposer que ses effectifs et ses responsabilités demeurent les mêmes.

#### V. APPLICATION DE LA RESOLUTION 338 (1973) DU CONSEIL DE SECURITE

21. Lorsqu'il a décidé, par sa résolution 596 (1987), de proroger le mandat de la FNUOD pour une nouvelle période de six mois, le Conseil de sécurité a également demandé aux parties intéressées d'appliquer immédiatement sa résolution 338 (1973) et il a prié le Secrétaire général de présenter à la fin de cette période un rapport sur l'évolution de la situation et sur les mesures prises pour appliquer cette résolution.

22. La recherche d'un règlement pacifique au Moyen-Orient et, en particulier, les efforts déployés à divers échelons pour assurer l'application de la résolution 338 (1973) du Conseil de sécurité sont exposés dans le rapport du Secrétaire général sur la situation au Moyen-Orient 3/, présenté en application de la résolution 41/162 A de l'Assemblée générale, en date du 4 décembre 1986. Le Secrétaire général est demeuré en rapport à ce sujet avec les parties et avec les gouvernements intéressés.

#### VI. OBSERVATIONS

23. La Force des Nations Unies chargée d'observer le dégageement, qui a été créée en mai 1974 pour contrôler l'application du cessez-le-feu demandé par le Conseil de sécurité et celle de l'Accord sur le dégageement des forces israéliennes et

syriennes, en date du 31 mai 1974, a continué à remplir efficacement ses fonctions avec la coopération des parties. Pendant la période considérée, la situation dans le secteur Israël-Syrie est demeurée calme et il n'y a pas eu d'incident grave.

24. Malgré le calme qui règne actuellement dans le secteur Israël-Syrie, la situation demeure potentiellement dangereuse dans tout le Moyen-Orient et elle risque de le rester tant que l'on ne sera pas parvenu à un règlement d'ensemble couvrant tous les aspects du problème du Moyen-Orient. Je continue d'espérer que tous les intéressés feront des efforts énergiques pour s'attaquer au problème sous tous ses aspects, en vue d'arriver à un règlement de paix juste et durable, comme le Conseil de sécurité l'a demandé dans sa résolution 338 (1973).

25. Dans ces conditions, je considère qu'il est essentiel de maintenir la présence de la FNUOD dans la région. Je recommande donc au Conseil de sécurité de proroger le mandat de la Force pour une nouvelle période de six mois, jusqu'au 31 mai 1988. Le Gouvernement de la République arabe syrienne a donné son assentiment à la prorogation proposée. Le Gouvernement israélien a également exprimé son accord.

26. En concluant le présent rapport, je tiens à remercier les gouvernements qui fournissent des contingents à la FNUOD et ceux qui fournissent les services des observateurs militaires de l'ONUST affectés à la Force. Je saisis également cette occasion pour rendre hommage au général Gustaf Welin, Commandant de la FNUOD, ainsi qu'aux officiers, sous-officiers et soldats de la Force et à son personnel civil, de même qu'aux observateurs militaires de l'ONUST affectés à la FNUOD. Tous s'acquittent avec un dévouement et une efficacité exemplaires des tâches importantes que le Conseil de sécurité leur a confiées.

#### Notes

1/ Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt-neuvième année, supplément d'octobre, novembre et décembre 1974, document S/11563, par. 8 à 10.

2/ A/42/642.

3/ A/42/714-S/19249.

The stations only and do not imply the expression of an opinion by the United Nations concerning the merits of its authorities, or the position of the territory.



2000  
1000  
0

28100  
HERMON  
MOUNT

172  
170  
140  
130  
120  
110  
100  
90  
80  
70  
60  
50  
40  
30  
20  
10  
0

2220  
170  
140  
130  
120  
110  
100  
90  
80  
70  
60  
50  
40  
30  
20  
10  
0

110  
100  
90  
80  
70  
60  
50  
40  
30  
20  
10  
0

110  
100  
90  
80  
70  
60  
50  
40  
30  
20  
10  
0





